

"Cessons d'attendre de la magie des politiques", Le Monde, 8-9 mai 2011

Patrick Devedjian juge que Nicolas Sarkozy **"a réalisé des réformes considérables, mais il pâtit de sa spontanéité"**.

Ancien ministre de la relance, député, réélu en mars, à la tête du Conseil général des Hauts-de-Seine avec le soutien affiché de Nicolas Sarkozy après avoir redouté qu'il ne s'y oppose, Patrick Devedjian est un soutien historique du Président et un artisan de la victoire de 2007. Ancien secrétaire général de l'UMP, cet avocat qui a toujours rêvé de devenir garde des sceaux se veut "à la fois libre et loyal" vis-à-vis du chef de l'Etat. Il explique comment et pourquoi M. Sarkozy a des chances de gagner en 2012.

Q: Nicolas Sarkozy peut-il encore gagner la présidentielle ?

- Oui, car ses chances de gagner sont en lui-même. En 2007, il a fait une très belle campagne, réfléchie, conceptualisée. Aujourd'hui, il faut qu'il invente autre chose. Pour l'instant, Nicolas Sarkozy est dans le temps du bilan. Un bilan ne sert pas à se faire élire, mais il peut éviter de se faire battre. Il est la condition de la crédibilité du programme à inventer.

Q: Pourquoi le président est-il si bas dans les sondages?

- Il y a un vrai divorce entre le fond et la forme. Nicolas Sarkozy a réalisé des réformes considérables qui resteront, mais il pâtit de sa spontanéité. On peut faire un parallèle avec Valéry Giscard d'Estaing qui a transformé la société mais dont la personnalité était, elle aussi, contestée.

Q: Pourtant, les Français sont insatisfaits des résultats.

- Le sociologue Michel Crozier disait, dans les années 1970, qu'on ne réforme pas la société par décret. La politique de réforme a besoin de continuité, de durée et de pédagogie. Cessons d'attendre de la magie des hommes politiques, c'est vrai de Sarkozy comme des autres. L'élection du président de la République au suffrage universel conduit à des programmes politiques qui doivent faire rêver pour être élu. « L'action n'est pas la source du rêve », disait Baudelaire. Plus prosaïquement, Chirac avait dit en 1995 "je vous étonnerai par ma démagogie". Cette attente de magie ne peut conduire qu'aux désillusions. Le bilan de Nicolas Sarkozy est réel, même sur le pouvoir d'achat, mais il n'est pas ressenti parce qu'il n'est et ne sera jamais à la hauteur de l'attente suscitée. {comments on}

Q: A quel niveau de popularité y aura-t-il une fronde contre Nicolas Sarkozy ?

- Chirac était descendu à 13% dans les sondages, et pourtant il a gagné. Il a eu lui aussi une personnalité contestée, il a eu une image détestable. Rien n'est irrémédiable. Nous le savons tous, Sarkozy n'est jamais aussi bon que dans l'adversité. Et puis, une campagne présidentielle, c'est aussi un affrontement de personnes. Quand je vois Dominique Strauss-Kahn circuler en Porsche, je me dis qu'il n'a pas gagné !

Q: François Hollande peut-il être le président "normal" auquel les Français aspireraient ?

- Hollande est un candidat sobre et raisonnable. Quant au président "normal", vous y croyez, vous? Pour devenir président de la République, il faut par définition avoir une personnalité hors norme.

Q: Qu'est ce qui vous a le plus déplu depuis l'élection de Nicolas Sarkozy?

-Le retour d'un Etat centralisateur. L'hyperprésidence est dangereuse. Elle ne correspond pas à la sensibilité de l'opinion. Elle est contradictoire avec le rééquilibrage des pouvoirs avec le Parlement. Et elle comporte un risque important, car le président est en première ligne en permanence et prend tous les coups.

Q: Nicolas Sarkozy doit-il réinventer la rupture ?

- La rupture, c'était d'abord un concept de communication. A chaque élection, le débat se fait sur le changement. Pour rénover ce concept, l'idée de rupture a été efficace. La rupture, nous l'avons eue dans le style. Un style qui s'est voulu moderne, spontané, mais que les Français n'ont pas compris. Il y avait chez Nicolas Sarkozy le désir d'avoir un fonctionnement politique à l'américaine, voire à la scandinave. Cela n'a pas fonctionné parce que cela ne correspond pas à ce que veulent les Français qui gardent une vision monarchique du pouvoir.

Q: A l'inverse, qu'est ce qui vous a le plus impressionné dans le quinquennat ?

- La gestion des crises. Sarkozy est très bon pour faire face aux situations de crise. Il est réactif, il a du sang-froid, il a su prendre des décisions difficiles rapidement et convaincre nos partenaires internationaux. Cela, les Français le savent. Même si ces qualités comportent un risque, empêchent tout travail préparatoire, les précautions subtiles qu'exigent les grands changements. Par exemple, pour faire face à la crise économique, le plan de relance fut une très bonne initiative, permettant à la France de s'en sortir mieux que ses partenaires. Nicolas Sarkozy a fait beaucoup de réformes, mais cela s'est fait au détriment de la lisibilité, qui n'apparaît pas toujours. Et certaines réformes ont manqué leur objectif, comme celle de la carte judiciaire.

Q: François Fillon a déclaré que Nicolas Sarkozy avait fait progresser les libertés mais a constaté que cela ne se voyait pas. Pourquoi ?

- Le discours sur la sécurité efface les grandes avancées sur les libertés. Les deux concepts - liberté et sécurité - vivent mal ensemble alors qu'ils sont complémentaires. Notre société est tellement obsédée par les questions de sécurité qu'il y a des attentes contradictoires, entre par exemple l'impatience de mettre en œuvre la réforme de la garde à vue et le fantasme qui laisse croire au laxisme. Il faut trouver une articulation entre liberté et sécurité, la seconde ne pouvant être mise en œuvre qu'avec des garanties puissantes de libertés.

Q: Avec le limogeage du gouvernement de Brice Hortefeux, le président s'est séparé de tous les sarkozystes historiques et s'est entouré de chiraquiens

- Je ne suis pas surpris qu'il se soit entouré d'une garde de chiraquiens. La séduction de l'adversaire est souvent plus importante que la conservation de ses amis, c'est une loi de la politique. Les sarkozystes historiques ne sont pas forcément les meilleurs, moi compris ! Ils ne sauraient prétendre à aucun monopole. Le président a vocation à rassembler. En même temps, le président ne doit pas, pour son image et pour la mobilisation de ses partisans, apparaître comme oublieux des dévouements qui l'ont entouré.

Q: M. Sarkozy est donc plus dans la séduction que la rationalité ?

-C'est un mélange. La politique n'est jamais totalement rationnelle. Il y a le besoin de séduire et aussi de surprendre. Et d'ailleurs, ça marche souvent. Quand il fait entrer Frédéric Mitterrand au gouvernement, la réaction générale est de dire, bien joué!

Q: Vous avez pourtant été le premier à critiquer l'ouverture...

-L'ouverture est toujours apparue comme tactique et politicienne par l'opinion. Quant aux intéressés, ils passent pour des opportunistes. Plus fondamentalement, elle pose un problème démocratique. Le fait que ceux qui n'ont pas soutenu le candidat à la présidence, voire l'ont combattu, soient ensuite ceux qui animent sa politique, puis se retrouvent à le combattre dans la campagne suivante, provoque un malaise. Il en va différemment des nominations. Nommer des adversaires politiques dont la compétence n'est pas discutée à des

postes importants, c'est la recherche de l'Etat impartial.

Q: Avec la tentative de faire élire son fils, Jean à la présidence de l'EPAD, M. Sarkozy est apparu comme homme de clan qui défend sa famille. Peut-il effacer cette image ?

- Il s'est efforcé de la corriger, je ne sais pas si l'effet est atteint. Dans notre société superficielle, toutefois, rien n'est indélébile.

Q: Les nominations de personnalités, même étiquetées à gauche, ne sont-elles pas entachées de soupçon, comme avec les dirigeants de l'audiovisuel public par le chef de l'Etat ?

- De fait, tous les Présidents ont imposé leur volonté dans ce type de nominations. Nicolas Sarkozy est moins hypocrite. C'est lui qui a introduit les auditions par le Parlement, qui sont un réel progrès, même si on aurait pu élargir leur champ, par exemple aux nominations au Conseil économique et social.

Q: En maintenant M. Fillon pour mener une politique de rigueur, M. Sarkozy fait-il la même erreur que Giscard qui avait gardé Raymond Barre à Matignon ?

-Le quinquennat fait que la comparaison n'est pas du même ordre. Sa logique va conduire à n'avoir qu'un seul premier ministre, sauf à considérer qu'il a échoué. Dès lors que le président est toujours en première ligne, le premier ministre ne joue pas le rôle de fusible, il n'y a donc pas de raison d'en changer.

Q: Que reste-t-il du 10 mai 1981 ?

- Si je faisais de la polémique, je dirais l'extrême-droite au Parlement et les communistes au gouvernement ! En réalité, ce n'est pas cela qui reste. L'acquis du 10 mai 1981, c'est le confortement des institutions, qui jusqu'alors étaient discutées du fait de l'absence de l'alternance, la décentralisation, et l'abolition de la peine de mort, même si celle-ci relève plus du symbolique. Mais il est vrai qu'en politique, le symbole prend souvent plus d'importance que la réalité. C'était hier le Fouquet's, aujourd'hui la Porsche.

(Propos recueillis par Béatrice Jérôme et Arnaud Leparmentier.)

categories:

[Dans la presse](#) ^[1]

[Tweet](#) ^[2]

Saturday, 7 May 2011

Source URL (retrieved on 05/24/2019 - 03:22): <http://patrickdevedjian.fr/cessons-dattendre-de-la-magie-des-politiques-le-monde-8-9-mai-2011/146>

Links:

[1] <http://patrickdevedjian.fr/blog/dans-la-presse>

[2] <http://twitter.com/share>